

Links Ecologisch Forum (LEF)




Forum Gauche Ecologie (FGE)

Radicaal Groen Linkse Partijoverstijgende Beweging

Mouvement Radical Rouge et Vert, au-delà des Partis

## La CES demande à la Commission d'adresser un message clair au gouvernement des Fidji dénonçant ses attaques contre la démocratie et les droits humains

Geplaatst op maandag 13 mei 2013 | 

 SHARE

Dans une lettre adressée à Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), a fait part de sa profonde inquiétude à propos des constantes attaques contre la démocratie et les droits humains aux Fidji. La CES appelle la Commission à prendre publiquement position contre ce comportement antidémocratique.

Malgré les promesses du gouvernement militaire des Fidji d'organiser des élections démocratiques en 2014 et de respecter les droits humains, y compris les droits du travail, celui-ci a fait exactement le contraire. Alors que nombreux sont ceux parmi la communauté internationale à s'en être déjà inquiétés, le processus de réforme constitutionnelle s'est avéré être pire que prévu. Le dispositif pour les prochaines élections reste aux mains du régime plutôt que d'être confié à une commission indépendante. Et le régime a déclaré illégaux les partis d'opposition. On s'attend à ce que des restrictions à la liberté de réunion et d'expression soient à nouveau imposées au terme du processus de réforme de la constitution. Le gouvernement n'a en outre fait aucun progrès concernant les nombreux et graves problèmes rapportés par l'Organisation internationale du travail et persiste dans son refus d'autoriser l'entrée du pays à l'organisation pour qu'elle puisse vérifier les allégations de syndicats fidjiens et internationaux.

La CES demande à la Commission d'appeler le gouvernement des Fidji à garantir un cadre pour la démocratie et l'exercice des droits fondamentaux. Au cas où les Fidji ne prendraient pas les mesures nécessaires, la Commission devrait clairement faire savoir qu'elle annulera tout soutien financier ou technique.

► [Lettre adressée à Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité](#) (Uniquement en anglais)